Zachary C. SHIRKEY, 2009, *Is This a Private War or Can Anybody Join? The Spread of Interstate War*, Aldershot, Ashgate, 266 p.

Elena Aoun

Volume 42, numéro 2, juin 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005836ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1005836ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Aoun, E. (2011). Compte rendu de [Zachary C. SHIRKEY, 2009, *Is This a Private War or Can Anybody Join? The Spread of Interstate War*, Aldershot, Ashgate, 266 p.] *Études internationales*, 42(2), 241–243. <https://doi.org/10.7202/1005836ar>

En somme, nous pouvons affirmer que *Religion, Conflict and Military Intervention* est une contribution sérieuse à la doctrine juridique et politique. C'est un ouvrage indispensable pour mieux comprendre certains phénomènes politiques de notre temps.

Il s'agit d'un ouvrage pertinent, d'actualité et, surtout, qui présente une analyse sérieuse et profonde de certains conflits armés qui secouent le monde.

Jabeur FATHALLY

*Groupe de recherche sur les systèmes
juridiques dans le monde
Faculté de droit, Université d'Ottawa*

**Is This a Private War
or Can Anybody Join ?
The Spread of Interstate War**

Zachary C. SHIRKEY, 2009, Aldershot,
Ashgate, 266 p.

Ancré dans la théorie du *rational choice* et dans une perspective exclusivement interétatique, Shirkey tente de répondre dans cet ouvrage à la question de savoir pourquoi certains États décident d'entrer dans un conflit déjà en cours, et de comprendre le moment, parfois tardif, de cette décision.

Considérant la guerre comme un processus de marchandage et un mécanisme de révélation d'informations, l'auteur formule une hypothèse maîtresse : c'est l'information révélée par la guerre qui détermine l'entrée d'États jusque-là non belligérants dans le conflit ainsi que le moment de ce revirement. En effet, qu'elles soient de nature militaire ou politique, les informations révélées – surtout les événements imprévus conceptualisés comme informations – amènent les acteurs étatiques à réévaluer les coûts et bénéfices de leur éventuelle entrée en guerre.

Désireux d'intégrer cette hypothèse dans un cadre théorique structuré, l'auteur effectue une revue de la littérature existante, discutant les différentes corrélations et théories précédemment formulées sur la propagation de la guerre interétatique. Retenant les propositions qui n'ont pas encore été directement infirmées, il construit autour de son hypothèse centrale un ensemble de conjectures secondaires prenant en compte des dimensions connexes telles que les effets, sur les belligérants, de l'éventualité même de l'entrée dans le conflit de tel ou tel non-belligérant. Après avoir stabilisé sa propre hypothèse, Shirkey la met en concurrence avec une contre-hypothèse pouvant également expliquer pourquoi certains États décident de s'engager dans un conflit après sa phase initiale : l'achèvement d'un processus attendu tel qu'un réarmement ou l'usure des belligérants.

L'auteur entreprend ensuite de démontrer la supériorité explicative de son modèle en recourant d'abord aux statistiques, ensuite à une série d'études de cas qualitatives. Le chapitre consacré à l'analyse statistique précise que l'étude repose sur la base de données relative aux guerres interétatiques du projet *Correlates of War* et expose les différentes variables ainsi que les modalités adoptées pour leur encodage (modalités développées plus longuement dans une annexe). Adoptant, après l'avoir justifiée, une analyse statistique de type GEE (*Generalized Estimating Equations*), l'auteur produit un ensemble de données et de tableaux qui semblent conforter son hypothèse centrale et la plupart des hypothèses secondaires, seules quelques-unes étant infirmées ou nuancées.

Shirkey confronte ensuite les données générées à plusieurs cas d'étude.

Les deux premiers, la guerre de Crimée et la Grande Guerre, se distinguent par le fait que plusieurs États, restés initialement neutres, finissent par rejoindre le conflit. Le troisième terrain constitue une mise à l'épreuve *a contrario* de la théorie puisqu'il s'agit de la guerre franco-prussienne (1870), demeurée bilatérale. Un chapitre est consacré à deux guerres de la période après-1945 : celle du Vietnam et celle du Golfe (1990-1991).

De l'analyse des trois premiers conflits, l'auteur retire une confirmation de son hypothèse centrale et souligne le rôle joué par la perspective de gains territoriaux dans le calcul des États au moment de leur entrée en guerre. Aspect intéressant de l'ouvrage, les conflits après-1945 permettent d'identifier une transformation des « gains » (*spoils*) anticipés par les États qui rejoignent un conflit en cours et conduisent à requalifier l'hypothèse. En effet, l'auteur est amené à distinguer, parmi les belligérants tardifs, les « suivistes » (*bandwagoners*) et les « équilibristes » (*balancers*) : les motivations des premiers se limitent aux avantages découlant du ralliement à la grande puissance et ne sont donc pas affectées par des événements imprévus ou des informations révélées, lesquels n'influencent que les États soucieux du maintien de certains équilibres.

Rigoureux dans sa méthodologie, l'ouvrage de Shirkey s'inscrit dans une lignée de travaux consacrés à l'étude quantitative des conflits et des multiples questions s'y rattachant. Mêlant de manière équilibrée quantitatif et qualitatif, l'auteur tente d'apporter une réponse à une interrogation précise qu'il refuse, en bon rationaliste, de laisser au hasard. Toutefois, la sophistication méthodologique ne peut effacer l'impression que

l'auteur enfonce une porte ouverte : s'il est certes intéressant d'en avoir confirmation chiffrée, il n'en reste pas moins que l'analyse historique a depuis longtemps mis en relief l'impact des événements imprévus sur le cours des conflits, y compris sur l'entrée en guerre de pays restés précédemment à la marge.

Par ailleurs, le cadre théorique est construit sur un postulat rationaliste qui est parfois démenti par les études de cas. Certes, l'effort de rigueur conduit l'auteur à mettre volontiers en relief les cas qui ne corroborent pas son hypothèse. Toutefois, Shirkey tend à simplifier exagérément certaines séquences historiques, à percevoir du calcul rationnel là où l'on peut surtout voir à l'œuvre la subjectivité des dirigeants et les rapports de force internes, et à présenter certains événements comme ayant eu des conséquences automatiques sur les décisions de tel ou tel État en une reconstruction *a posteriori* qui n'est pas toujours convaincante.

Par ailleurs, les orientations de base de l'étude la rendent essentiellement pertinente pour les guerres de l'époque, presque idéal-typique, du concert de l'Europe. Il n'est donc pas étonnant que les principales études de cas relèvent de cette période et se cantonnent au système européen. Ce constat est conforté par le traitement, concis, des deux conflits après-1945. L'auteur y introduit bien des paramètres nouveaux, tels que l'importance accrue des institutions, mais il manque d'intégrer les transformations profondes du système et des pratiques internationales qui rendent les guerres interétatiques de l'après-Deuxième Guerre mondiale suffisamment différentes pour compromettre les raisonnements applicables à la période et au contexte européen antérieurs. En

un mot, le cadre théorique semble être plus adapté aux guerres du passé européen qu'à celles du présent.

Elena AOUN

*Département de science politique
Recherche et enseignement en politique
internationale (REPI)
Université libre de Bruxelles*

RÉGIONALISME ET RÉGIONS – AFRIQUE

Security Cooperation in Africa. A Reappraisal

*Benedikt FRANKE, 2009, Boulder, CO,
Lynne Rienner, 337 p.*

Voici un ouvrage qui procède à une analyse de la coopération sécuritaire interétatique en considérant les réalités propres au continent africain. L'auteur nous démontre que cette coopération s'est inspirée dans un premier temps du modèle des Nations Unies ou des instruments de coopération européens en matière de sécurité. Cependant, Benedikt Franke contribue à exposer – à travers une grille d'analyse théorique, une rétrospective historique et une analyse institutionnelle – les différents éléments uniques et d'intérêt académique de la coopération dans le domaine sécuritaire en Afrique, alors que l'isolement de l'Afrique dans le domaine académique se traduit par une pauvreté d'études des processus d'intégration en matière sécuritaire sur le continent.

Dans sa grille analytique, l'auteur présente la coopération sécuritaire en Afrique sous l'angle des différents courants théoriques des relations internationales en démontrant, *in fine*, l'utilité de l'approche constructiviste.

En effet, l'auteur constate l'insuffisance des approches traditionnelles

telles que le réalisme et le néolibéralisme institutionnel, qui pèchent parfois par eurocentrisme, et oublient des caractéristiques propres à l'Afrique dans le domaine de la coopération sécuritaire. Cinq défis différents liés à cette spécificité africaine sont présentés : la nature propre de l'État en Afrique, le caractère particulier des problèmes sécuritaires, la prolifération des schémas régionaux et continentaux de coopération dans le domaine sécuritaire, le rôle d'unification des idéologies telles que le panafricanisme et la portée des normes en Afrique.

Une autre faiblesse des approches rationnelles est leur portée limitée lorsqu'il s'agit d'expliquer les évolutions de cette coopération. Elles ne tiennent en effet compte ni du rôle central d'une socialisation identitaire derrière la motivation qui a poussé et pousse encore les États africains à coopérer, ni du rôle des institutions à forger ces relations entre États, ni même de la coexistence des différentes logiques régionalistes.

C'est donc l'importance des facteurs intersubjectifs que l'auteur définit comme un élément clé pour comprendre les motivations derrière une intensification de la coopération sécuritaire entre États africains. Voilà la raison pour laquelle le constructivisme est utilisé comme théorie complémentaire aux théories traditionnelles afin de pouvoir incorporer dans l'analyse la formation d'une identité collective, la diffusion des normes, l'apprentissage social et la construction de communautés.

Pour Benedikt Franke, un exemple de ceci est le rôle du panafricanisme, en premier lieu comme facteur d'unification et de mobilisation pendant les indépendances des années 1950 et 1960. Ensuite, après la guerre froide, comme